



Rapport du Secrétariat de l'OIC-StatCom sur la mise en œuvre des résolutions de la 13^{ème} Session de l'OIC-StatCom

INTRODUCTION

Ce rapport fournit une vue d'ensemble de la mise en œuvre des résolutions adoptées lors de la 13^{ème} session de la Commission statistique de l'OCI (OIC-StatCom) (<https://www.oicstatcom.org/event-detail.php?id=3072>), tenue en octobre 2024. Les progrès détaillés ici sont basés sur les actions entreprises par les États membres et le Secrétariat, avec des données collectées dans la partie B de l'enquête (<https://www.oicstatcom.org/strategic-vision.php>) diffusée le 4 juin 2025. Deux courriels de rappel ont également été envoyés le 25 juillet 2025 et le 25 août 2025 à tous les ONS pour les encourager à soumettre leurs questionnaires dûment complétés au Secrétariat dans les délais impartis. En date du 15 septembre 2025, 26 pays membres ont répondu: Albanie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Brunei, Cameroun, Guinée, Indonésie, Irak, Jordanie, Kazakhstan, Koweït, Kirghizistan, Malaisie, Maldives, Mali, Mozambique, Niger, Oman, Pakistan, Sénégal, Sierra Leone, Suriname, Türkiye, EAU et Yémen.

ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DES RÉOLUTIONS

Résolution n° 1 et 2 : Mise en œuvre du programme d'action pour 2021-2025 de la vision stratégique de l'OIC-StatCom pour 2030

Le Secrétariat a préparé un rapport détaillé sur la mise en œuvre du Programme d'action pour 2021-2025, basé sur les conclusions de la partie A de l'enquête diffusée le 4 juin 2025. Le rapport décrit les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs énoncés dans la Vision stratégique pour 2030. Le rapport et l'enquête sont disponibles sur le site web de la Vision stratégique de l'OCI-StatCom : <https://www.oicstatcom.org/strategic-vision.php>

Résolution #4: Programme de renforcement des capacités statistiques et autres activités statistiques

Conformément à la nouvelle classification des activités statistiques (CSA 2.0) et à l'objectif 4.2 de la vision stratégique de l'OIC-StatCom pour 2030, le Secrétariat a révisé le questionnaire sur le renforcement des capacités statistiques (StatCaB) pour la période biennale 2024-2025. Le questionnaire révisé comprend des ajustements basés sur CSA 2.0 et une section supplémentaire visant à identifier les besoins et les capacités liés au développement d'indicateurs du tourisme islamique. Il a été communiqué aux ONS des pays membres de l'OCI le 31 mai 2024. En date du 30 septembre 2025, le Secrétariat a reçu les réponses de 33 ONS. Le questionnaire StatCaB pour l'exercice biennal 2026-2027 sera diffusé en octobre 2025, et le plan d'activités statistiques pour 2026 sera élaboré conjointement sur la base des réponses reçues.



14^{ème} Session de l'OIC-StatCom

1-3 octobre 2025

Ankara, République de Türkiye

Depuis la dernière session de l'OIC-StatCom en octobre 2024, le Secrétariat a mené un total de 34 activités statistiques. Depuis la dernière session de l'OIC-StatCom en octobre 2024, le Secrétariat a organisé au total 34 activités statistiques. Environ 1 300 participants des 57 pays membres de l'OCI et de 20 organisations internationales ont participé à ces activités. Les événements ont été animés par des experts de 9 pays de l'OCI et de 20 organisations internationales. Des informations détaillées sur ces activités sont disponibles à l'adresse suivante: <https://www.oicstatcom.org/statcab.php>, <https://www.oicstatcom.org/webinar-series.php>, and <https://www.oicstatcom.org/activities-archive.php>

Résolution #5: Intégration des “Questions sur le tabagisme à utiliser dans les enquêtes (TQS)” dans les enquêtes nationales des pays de l'OCI

Depuis octobre 2024, des progrès significatifs ont été réalisés dans l'intégration des questions sur le tabagisme à utiliser dans les enquêtes (TQS) dans les enquêtes nationales. L'Institut des statistiques (INSTAT) d'Albanie a présenté en janvier 2025 son rapport final sur les résultats de l'enquête sur les revenus et les conditions de vie (SILC 2023), qui comprenait les questions de prévalence Q1, Q2a, Q2b et Q3 de l'enquête TQS. En outre, l'Agence des statistiques sous l'égide du président de la République du Tadjikistan a également achevé l'intégration du TQS-Jeunesse dans son enquête nationale sur le budget des ménages en mai 2025. Grâce à ces contributions, le nombre total de pays ayant mené à bien les projets d'intégration du TQS et du TQS-Jeunesse s'élève désormais à 21.

En outre, le SESRIC a reçu l'engagement de Djibouti, de la Guinée et de l'Ouzbékistan, et continue de suivre les projets d'intégration du TQS avec leurs offices nationaux de statistique respectifs. Le SESRIC a également reçu l'accord initial de l'Ouganda, et les procédures nécessaires sont en cours pour le lancement du projet. Le partenariat entre le SESRIC et la Fondation CDC a été prolongé jusqu'en 2025 pour soutenir ces initiatives.

Résolution #6: Importance de la collecte de données inclusives dans le développement de systèmes de protection sociale efficaces, équitables et durables

Pour surveiller la mise en œuvre de la résolution n° 6, l'enquête a inclus des questions sur la capacité des membres de l'OIC-StatCom à partager les meilleures pratiques en matière de collecte de données inclusives pour développer des systèmes de protection sociale efficaces, équitables et durables. 10 répondants ont indiqué qu'ils avaient la capacité de partager les meilleures pratiques, tandis que 12 ont indiqué qu'ils ne l'avaient pas.

Les 10 répondants qui ont déclaré être prêts à partager leurs expériences ont mis en avant un ensemble varié de sujets, notamment le service d'aide financière du gouvernement aux bénéficiaires de l'aide alimentaire, la compilation des données relatives aux ODD à l'aide du SDG Tracker, la gestion des données administratives dans le cadre de la protection sociale nationale, l'intégration des considérations relatives au handicap dans la protection sociale, l'

14^{ème} Session de l'OIC-StatCom

1-3 octobre 2025

Ankara, République de Türkiye

L'enquête socio-économique sur les ménages 2024 et l'utilisation d'entretiens individuels assistés par ordinateur (CAPI) pour collecter des données réparties par sexe et incluant le handicap afin de soutenir le ciblage de la protection sociale. Ils ont également exprimé leur volonté de partager ces expériences et ces bonnes pratiques dans le cadre de webinaires.

Dans le cadre de l'enquête, il a été demandé aux membres de l'OIC-StatCom s'ils avaient sollicité ou reçu une assistance technique de la part d'organisations régionales et internationales compétentes afin de développer ou de mettre en œuvre des méthodes de collecte de données inclusives pour les statistiques relatives à la protection sociale. Onze répondants ont confirmé avoir reçu une telle assistance, tandis que douze autres ont répondu ne pas en avoir bénéficié.

Les formes d'assistance reçues par les membres de l'OIC-StatCom ont varié, notamment la participation à des programmes régionaux et internationaux tels que les projets de coopération statistique multiparticipants de l'IPA de l'UE et les ateliers portant sur les niveaux de vie et les systèmes de sécurité sociale. D'autres ont bénéficié de cours de formation et de conseils techniques dispensés par des organisations telles que la Division de statistique des Nations Unies (UNSD), le Centre statistique du Conseil de coopération du Golfe (GCC-STAT), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'Organisation internationale du travail (OIT), la Banque mondiale et le PAM. L'aide a porté sur un large éventail d'aspects, notamment la définition d'objectifs pour les programmes de protection sociale, la formation aux meilleures pratiques en matière de collecte et de ventilation des données (en particulier sur le genre et le handicap), l'élaboration d'outils pour la conception de données inclusives, le soutien méthodologique pour la compilation de statistiques sur la protection sociale (par exemple ESSPROS) et des conseils sur l'amélioration de la qualité des données et l'utilisation des données partiellement disponibles. Dans certains cas, ce soutien a permis d'obtenir des résultats concrets, tels que des publications dans le cadre de programmes spécifiques.

Résolution #7: Importance l'intégration de l'éthique dans l'utilisation des nouvelles sources de données et technologies pour les INS afin de protéger la vie privée, garantir la qualité des données et promouvoir une utilisation responsable de la technologie.

Pour surveiller la mise en œuvre de la résolution n° 7, l'enquête a demandé aux membres du Comité statistique de l'OIC s'ils avaient établi des lignes directrices ou des cadres éthiques pour l'utilisation responsable des nouvelles sources de données et technologies dans les statistiques officielles. 11 répondants ont affirmé que de tels cadres étaient en place, tandis que 11 ont déclaré ne pas avoir de cadre actuellement.

Les membres de l'OIC-StatCom qui ont déclaré disposer de lignes directrices ou de cadres éthiques pour l'utilisation responsable des nouvelles sources de données et technologies dans les statistiques officielles ont indiqué que ces cadres traitent généralement des principes

14^{ème} Session de l'OIC-StatCom

1-3 octobre 2025

Ankara, République de Türkiye

fondamentaux, notamment la vie privée et la confidentialité, la sécurité des données, la transparence, l'équité, l'impartialité, la neutralité, l'indépendance et la responsabilité.

Selon les réponses, une diversité d'approches est évidente parmi les membres de l'OIC-StatCom : certains ont promulgué des lois ou des politiques officielles exhaustives (par exemple, des réglementations sur l'IA, des lois sur les statistiques), tandis que d'autres appliquent des directives internes, des « conditions d'utilisation » ou intègrent des principes éthiques dans des systèmes plus larges de gouvernance des données, de confidentialité et d'assurance qualité.

Selon l'un des répondants, leurs efforts sont conformes aux normes internationales, notamment aux Principes fondamentaux de la statistique officielle des Nations Unies (UNFPOS), aux codes de pratique régionaux et aux cadres nationaux d'assurance qualité. Ces mesures visent à garantir une utilisation strictement statistique des nouvelles technologies, telles que l'IA, le big data et les sources administratives, tout en préservant la confidentialité, en maintenant la confiance du public et en soutenant la qualité des statistiques officielles.

L'enquête a également demandé si leurs institutions respectives collaboraient activement avec d'autres pays de l'OCI ou des organisations internationales afin de partager les meilleures pratiques ou d'élaborer des approches communes en matière d'éthique des données et d'utilisation des nouvelles technologies. Treize répondants ont confirmé qu'ils collaboraient avec des pays de l'OCI ou des organisations internationales afin de partager les meilleures pratiques ou d'élaborer des approches communes, tandis que dix ont déclaré ne pas être engagés dans une telle collaboration.

Résolution #8: Indicateurs de suivi et de rapport dans le cadre de l'ODD 2 (Faim zéro)

Afin d'évaluer l'alignement des processus des pays membres sur les récentes méthodologies et approches développées par les organisations régionales et internationales compétentes pour le suivi de l'objectif de développement durable n° 2 (ODD 2), l'enquête comprenait des questions pertinentes. 14 répondants ont indiqué avoir pris des mesures pour harmoniser leurs processus pertinents, tandis que 4 ont indiqué avoir pris des mesures partielles pour harmoniser leurs processus pertinents et 6 n'en ont pris aucune.

En outre, l'enquête a demandé si les membres de l'OIC-StatCom pouvaient partager leurs connaissances et leurs meilleures pratiques relatives à l'ODD 2. 8 répondants ont répondu "Non", tandis que 9 répondants ont affirmé qu'ils étaient prêts à partager les meilleures pratiques. Ces pratiques vont des expériences nationales en matière de rapports sur l'ODD 2 à la mise en place de mécanismes de coordination liés aux indicateurs de l'ODD 2.

7 des 9 répondants qui ont répondu « Oui » ont souligné divers sujets liés aux indicateurs de l'ODD 2, notamment l'enquête par groupes d'indicateurs multiples (MICS), l'enquête sur la sécurité alimentaire dans le cadre du système statistique national, l'intégration de l'échelle d'expérience de l'insécurité alimentaire (FIES) dans les enquêtes nationales, le manuel d'enquête agricole et les sessions de partage des meilleures pratiques sur l'indicateur 2.1.1 de l'ODD



14^{ème} Session de l'OIC-StatCom

1-3 octobre 2025

Ankara, République de Türkiye

(prévalence de la sous-alimentation) ainsi que sur les méthodologies de calcul des indicateurs de privation et de sécurité alimentaire.

Résolution #11: Rôle des recensements de la population et des logements dans la production de données essentielles à une planification et à une prise de décision efficaces en matière de développement, notamment dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030

L'enquête visait à déterminer si les membres de l'OIC-StatCom avaient réalisé un recensement dans le cadre du cycle 2020 du Programme mondial de recensement de la population et des logements (couvrant approximativement la période 2015-2024). 19 répondants ont déclaré avoir effectué un recensement, 1 répondant a indiqué l'avoir réalisé partiellement et 5 autres ont indiqué ne pas l'avoir encore réalisé.

Dans le cadre du suivi, il a été demandé aux membres ayant répondu au recensement s'ils étaient disposés à partager leurs expériences et les enseignements tirés du cycle 2020 avec d'autres pays membres de l'OCI. 15 répondants se sont déclarés prêts à partager leurs expériences, tandis que 2 ont indiqué qu'ils n'étaient pas en mesure de le faire.

Ceux qui étaient disposés à le faire ont proposé toute une série de thèmes et de méthodes, notamment :

- l'utilisation des registres administratifs et des registres nationaux ;
- la transition vers des approches basées sur les registres ou des recensements combinés;
- la numérisation des opérations de recensement à l'aide de dispositifs mobiles et de systèmes de suivi en temps réel;
- l'adoption de systèmes de gestion des données basés sur le cloud;
- les préparatifs en vue des prochains recensements de population; et
- les enseignements tirés des précédents cycles de recensement.

En ce qui concerne les modalités, les répondants ont privilégié les webinaires et les cours de formation dans le cadre des activités de renforcement des capacités.

L'enquête a également permis de déterminer si les membres de l'OIC-StatCom collaborent actuellement avec d'autres pays ou partenaires internationaux, par exemple dans le cadre de projets de jumelage ou de groupes de travail techniques, afin d'élaborer des stratégies ou d'adopter des méthodologies innovantes pour les futurs recensements de la population et des logements. 18 répondants ont confirmé être engagés dans une telle collaboration, tandis que 6 ont déclaré ne pas l'être. Un répondant a fait part d'une coopération active avec le FNUAP, la Division de statistique des Nations Unies et la CESAP, et un autre a souligné l'étroite collaboration avec la Conférence des statisticiens européens (CSE) dans le cadre du Groupe



14^{ème} Session de l'OIC-StatCom

1-3 octobre 2025

Ankara, République de Türkiye

d'experts sur les recensements de la population et des logements, qui facilite l'échange de pratiques et d'innovations nationales en vue de la série de recensements de 2030.

Résolution #12: Importance de la protection, de la sécurité et de la fourniture des données, notamment dans les pays touchés par des conflits et des crises

Conformément à la résolution n° 12, l'enquête a demandé aux membres de l'OIC-StatCom s'ils collaboraient avec d'autres organisations (nationales, régionales ou internationales) afin de renforcer la résilience de leurs systèmes statistiques nationaux (SSN) face aux crises. 16 répondants ont confirmé une telle collaboration, tandis que 7 ont indiqué qu'ils ne sont pas actuellement engagés dans ces efforts.

Les répondants qui ont fait état d'une collaboration en cours ont été invités à dresser la liste de leurs principaux partenaires et à décrire brièvement l'objet de leur coopération. Parmi les partenaires internationaux mentionnés figuraient ASEANstats, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Banque islamique de développement (BID), IrishAid, l'Organisation de coopération islamique (OCI), PARIS21, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), la Division de statistique des Nations Unies (DSN), l'Institut de statistique des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (SIAP), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Au niveau national, les institutions mentionnées comprenaient l'Agence nationale de gestion des catastrophes (BNPB), la Direction générale du cryptage et de la sécurité des systèmes d'information, le ministère de l'Économie, le ministère de l'Éducation, le ministère de la Santé, le ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique, le Centre national de gestion des crises, la Commission nationale de cryptologie, le Département national du numérique, le Conseil national d'action économique (NEAC), le Département national de l'enregistrement (enregistrement civil et statistiques démographiques), l'Agence nationale de cybersécurité (NACSA), la présidence (Guide de sécurité de l'information et de la communication), le Conseil de la recherche scientifique et technologique de Türkiye (TÜBİTAK) et l'Institut turc de normalisation (TSE).

Les réponses à l'enquête ont mis en évidence divers domaines de collaboration visant à renforcer la résilience des SSN. De nombreux répondants ont fait part d'initiatives visant à améliorer l'infrastructure et la sécurité des données, notamment le développement de plateformes sécurisées, la conformité aux normes de sécurité des TIC et la mise en place de systèmes de reprise après sinistre. La collaboration avec les agences de gestion des catastrophes, les ministères de la santé et les centres de gestion des crises a également été soulignée, notamment dans les domaines des statistiques post-catastrophes, de la réponse aux pandémies et de la

14^{ème} Session de l'OIC-StatCom

1-3 octobre 2025

Ankara, République de Türkiye

planification de la continuité. Plusieurs membres ont souligné l'importance du renforcement des capacités statistiques par la formation, les ateliers et le dialogue politique avec les organisations internationales et régionales. Les partenariats avec les ministères concernés et les agences gouvernementales ont également été jugés essentiels pour l'intégration des données sectorielles, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'état civil. En outre, les partenaires de développement et les organisations internationales ont fourni des financements, une assistance technique et des outils afin de renforcer les écosystèmes de données résilients aux crises et d'améliorer leur gestion.

Conformément à cette résolution, le Secrétariat a prévu d'organiser un atelier sur la "Protection des données en temps de crise" à l'intention des offices nationaux de statistique (ONS) des pays membres de l'OCI. L'atelier se tiendra en ligne les 22 et 23 octobre 2025 et réunira des experts d'organisations internationales et des représentants d'instituts nationaux de statistique en vue d'échanger des connaissances et des expériences.

L'atelier portera notamment sur les thèmes suivants :

- Cadres statistiques pour la protection des données en situation de crise, incluant les rôles et responsabilités au sein du SSN ;
- Sécuriser la collecte, le traitement, le stockage, la diffusion et le partage des données en cas de crise.
- Renforcer la préparation et la capacité de réaction des ONS grâce à une planification basée sur les risques, à la continuité des activités, à la sauvegarde et à la redondance des données, ainsi qu'à une cyberhygiène de base.
- Explorer les défis communs auxquels sont confrontés les ONS des pays membres de l'OCI en matière de numérisation et de protection des données, et identifier des solutions adaptées au contexte.
- Partage d'expériences et de bonnes pratiques entre les pays membres de l'OCI afin de renforcer la résilience des SSN.

CONCLUSION

Des progrès significatifs ont été accomplis par le Secrétariat et les pays membres dans la mise en œuvre des résolutions adoptées lors de la 13^{ème} session de l'OIC-StatCom. Les efforts en cours comprennent le renforcement des capacités statistiques, la promotion de l'intégration de modules d'enquête spécialisés, la promotion d'une collecte de données inclusive afin de soutenir des systèmes de protection sociale efficaces, équitables et durables, et l'intégration de l'éthique dans l'utilisation des nouvelles sources de données et technologies afin de protéger la vie privée, de garantir la qualité des données et de promouvoir une utilisation responsable de la technologie. De nouveaux progrès ont été accomplis pour harmoniser les pratiques nationales avec les méthodologies de suivi de l'ODD 2, renforcer le rôle des recensements de la population et des logements dans la fourniture de données essentielles à la planification du développement



14^{ème} Session de l'OIC-StatCom

1-3 octobre 2025

Ankara, République de Türkiye

et à la prise de décisions dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, et renforcer la protection et la sécurité des données, en particulier dans les pays touchés par des conflits et des crises.

Le Secrétariat réaffirme son engagement à soutenir les pays membres dans ces efforts et continuera à suivre et à rendre compte de la mise en œuvre des résolutions lors des prochaines sessions de la Commission